

Peurs et espoirs : alternative à la crise du modèle libéral-productiviste

- Feuille de route pour un Green Deal -

Mots clés associés : transitions (écologique, énergétique, ...) | modèles de développement, (dé)croissance | crise économique | écologie | finance | modèle de développement

Résumé

Ouverte officiellement par le Krach de la banque Lehman Brothers, la crise actuelle, qui tourne aujourd'hui à la crise des dettes souveraines, apparaît aussi sérieuse que la Grande Dépression des années trente. Elle mérite certainement le grade attribué par « L'Approche de la Régulation » : une grande crise. C'est à dire : la fin d'un modèle capitaliste de développement.

Ce modèle qui s'effondre, et dont le règne s'étend de la fin de la période fordiste (autour du « tournant monétariste », 1980) jusqu'à nos jours, a été parfois appelée « néo-libéral » ou mieux « libéral productiviste ». Aujourd'hui qu'il rentre à son tour en crise, ce double caractère, à la fois libéral et productiviste, semble confirmer par la double origine de sa crise, conformément à l'adage hégélien selon lequel « la chouette de Minerve prend son envol à la tombée de la nuit ». Et du caractère double de sa crise résulte la double solution, à la fois sociale et écologiste, qu'il requiert.

Évidemment, comme dans les années 30, il faudra bien trouver une solution à la crise de l'insolvabilité et aux désordres financiers. Pourtant, la présente contribution, organisée en deux articles, est dédiée aux aspects sociaux et plus particulièrement aux aspects écologistes des problèmes de sortie de crise. Trop souvent, une touche verte est apposée sur une analyse principalement keynésienne de la crise, comme une vertigineuse imposée par l'opinion publique. Au contraire, nous allons essayer d'enraciner la nécessité d'une « solution verte » dans l'analyse de l'aspect écologique de la crise. Pour ce faire, nous devons remonter à la nature du modèle en crise, et au mécanisme de sa crise.

Mais d'un autre côté, verdir une simple politique de relance budgétaire habituelle, en attribuant plus de subventions publiques aux technologies vertes, et en ignorant la profondeur des inégalités à l'origine de la dimension libérale de la crise et la nécessité de profondes réformes sociales, serait une erreur symétrique. Les aspects financier, social, écologique de la crise sont tissés de manière si serrée qu'aucune solution partielle ne serait efficace. Nous avons besoin d'un Green Deal, à la fois écologique et social et ce, au niveau global.

D'où l'organisation de ces deux textes :

- Dans un premier article, nous avons rappelé les composantes du modèle de développement

capitaliste finissant. Puis nous examinons les facteurs entrelacés de sa crise, de 2007 à nos jours.

- Dans le présent article, nous développons plus précisément les éléments d'un New Deal spécifiquement Vert. Nous examinerons alors les difficultés de la mise en oeuvre d'un tel compromis. Et finalement nous donnons quelques recommandations politiques.

Auteurs

Lipietz Alain

Alain Lipietz est économiste et député européen (Vert) depuis 1999, membre des commissions Affaires économiques et monétaires, et Commerce international du Parlement. À ce double titre, il a suivi la crise des années 1970 au sein de "l'école de la Régulation" et suit de même la crise actuelle du régime "libéral-productiviste" qu'il avait analysé dans plusieurs livres (voir son site <http://www.lipietz.net>).

Texte

Feuille de route pour un Green Deal

Trois années ont été perdues, et précisément dans des domaines où l'on ne pouvait pas attendre. Dans cette crise à multiples couches, certaines couches peuvent attendre : il vaut mieux réformer tout de suite, mais tant que l'effondrement ne s'est pas produit, attendre une année de plus ne coûte pas grand chose. Au contraire, la même action écologique peut avoir un résultat totalement différent si elle se produit en 2010 ou en 2020. Par exemple : différer de dix ans la réduction de la durée du travail, c'est insatisfaisant pendant ces dix ans pour l'emploi et la qualité de vie, mais ce n'est pas irréversible. Au contraire, différer de dix ans une action contre le changement climatique est irréversible à l'échelle humaine, car les gaz à effet de serre émis pendant ces dix ans resteront 150 ans dans l'atmosphère... et contribuent dès la première année à la réchauffer. Le problème c'est qu'aujourd'hui tous les problèmes sont urgents.

A. Régulation financière : nécessaire mais pas suffisant

On objectera que le plus urgent reste la crise d'insolvabilité. C'est vrai. Mais, comme on l'a déjà noté, le problème derrière l'insolvabilité, c'est le problème de la New Money, c'est à dire non plus l'argent servant à effacer les dettes passées, mais l'argent servant à éponger les déficits qui continuent de s'accumuler et à financer notamment les investissements futurs. Les banqueroutes ou l'annulation ou le rééchelonnement des dettes ne sont pas suffisants. Nous devons offrir de nouveaux crédits au Green Deal. Donc examinons pour commencer ce nouveau modèle qu'il faut promouvoir. Nous reviendrons ensuite sur le problème de son financement.

La plupart des débats ont jusqu'ici concerné et continueront à concerner les formes des régulations héritées du modèle libéral productiviste : la régulation du secteur de la finance. Est-ce que le pacte de stabilité de l'Union Européenne doit être renforcé, ou au contraire sa « réforme laxiste » de 2005 promue jusqu'à des politiques budgétaires discrétionnaires ? Est-ce que la BCE doit financer quelque déficit public que ce soit ? Est-ce que la réforme des règles prudentielles et de la supervision du système financier adoptés par les Etats-Unis, l'UE et la BIRD (Bâle III) sont suffisantes ? Pouvons-nous accepter que certains agents particulièrement imprudents soient « trop

gros pour faire faillite » ? Ce sont des questions importantes. Mais mettre exclusivement l'accent sur elles revient à réduire la crise à une crise à la Minsky [1] .

Oui, nous avons besoin d'un super Glass-Steagall Act, c'est à dire d'une séparation claire entre les banques de dépôts (la gestion de la monnaie de circulation, soumise à des règles prudentielles très strictes) et les banques d'affaires. Oui, nous avons besoin de combiner une politique budgétaire et monétaire active au niveau européen et une surveillance accrue des dérapages nationaux, condition *sine qua non* de la solidarité européenne. Oui, nous devons neutraliser les « paradis fiscaux ». Mais ce n'est pas suffisant.

B. Un repartage de la valeur ajoutée.

Même le débat sur le partage du PIB (afin de relancer la demande effective) n'est pas suffisant. Oui, nous sommes dans une crise keynésienne, ou une crise de « sous-consommation » à la Marx, et il faut remonter la part des profits dans la valeur ajoutée nationale, européenne, mondiale. Mais :

- D'un côté, la redistribution ne doit pas impliquer seulement les espaces économiques nationaux, mais toute la planète. Car les travailleurs sont au Sud, et les consommateurs sont au Nord. Or, il n'y a pas de gouvernement mondial pour ratifier un tel *deal*.
- D'un autre côté, un super Wagner Act international (ou un plan Marshall Nord/Sud) implique un choix : est-ce que l'accroissement de la part mondiale des salaires doit prendre la forme d'une croissance du pouvoir d'achat ou d'une croissance du temps libre ? La contrainte de soutenabilité écologique suggèrent que, au Nord comme au Sud, la réduction du temps de travail doit avoir la priorité (sous différentes formes : interdiction du travail des enfants au Sud pour commencer, réduction des heures de travail annuelles au Nord et avancement de l'âge à la retraite partout [2]).

Donc le régime d'accumulation devrait être « Vert », pour autant qu'on s'intéresse au temps de travail. Mais il doit être souligné que la demande effective elle-même devrait elle aussi être Verte, et Vert aussi le paradigme technologique présidant à l'offre.

C. Un régime tiré par l'investissement vert

Prenons l'exemple de l'Union Européenne, puisque cette Union englobe un espace économique riche d'un demi-milliard d'êtres humains, avec de grosses différences de revenus, et que l'Union s'est dotée d'un minimum d'appareil d'Etat fédéral - certes tout à fait insuffisant - pour mettre en oeuvre le Green Deal.

Dans les trente prochaines années - la durée de tout un modèle de développement - l'Union européenne devra réduire sa production de gaz à effet de serre (GES) d'un facteur 4. Cet objectif devra être le paramètre directeur de la planification et des politiques publiques. Il implique des changements au niveau du paradigme technologique, des modèles de production, des modèles de consommation, de la logique du régime d'accumulation. Il en résulte certainement que le « progrès » devra être mesuré par le temps libre dégagé plutôt que par la croissance de la consommation matérielle. Mais une telle sobriété sera loin d'être suffisante.

Nous aurons besoin d'énormes investissements dans de nouveaux équipements économisant l'énergie et les GES émis (que ce soit dans le logement et les transports) et de nouvelles sources d'énergie et de matières premières, propres et renouvelables. De plus, nous ne devons pas oublier les autres crises écologiques comme la crise alimentation / santé. Dans un modèle Vert, la demande publique (pour les systèmes de transport) ou organisée (pour l'isolation thermique des bâtiments existants) sera dominante et se substituera au rôle que jouait l'industrie automobile dans le modèle

fordiste.

Donc, le modèle vert ressemblera à une « économie mobilisée » à la Kornai, c'est à dire pilotée par la demande, et principalement par une demande semi-publique. Du point de vue de la régulation, cela soulèvera de nouveaux problèmes. Ils sont très similaires à ceux de la Reconstruction (période 1945-1950), mais concerneront des agents plus décentralisés : les ménages et les entreprises luttant pour protéger leur revenu du prix croissant des énergies « sales », des autorités locales sommées de se doter de système de transports en commun...

Les écotaxes et les marchés de permis (c'est à dire la planification en prix ou en quantité) seront d'un grand secours pour réguler des processus de décision décentralisée. Mais pour une firme ou pour un ménage il n'est pas suffisant d'être « incités à investir » dans des dispositifs économisant l'énergie ou les GES. Ces agents auront besoin de crédit, car ils doivent investir maintenant pour en espérer des revenus ou des économies futures. Le modèle Vert sera aussi une économie de crédit ! Mais, contrairement au modèle libéral productiviste, les dettes contractées et les mécanismes de prêt devront être strictement orientés selon les besoins sociaux et écologiques d'investissement. Comme dans la Reconstruction et dans la période fordiste, la sélectivité du crédit et de la création monétaire seront les bienvenues. Le plus simple est d'imaginer une distribution de « monnaie bon marché » par la Banque européenne d'investissement, orientée selon des critères verts, avec la possibilité, pour cette BEI, de se refinancer au taux réel de 0% auprès de la BCE.

D. Un paradigme intensif en emplois.

En général, les « économies mobilisées », c'est-à-dire guidées par la demande semi-publique, sont extrêmement créatrices d'emplois, à cause d'une propension à consommer et à investir qui est proche de 1 ou au-dessus de 1 (ce qui est précisément la définition d'une économie de crédit !). Des études ont déjà été réalisées pour un programme typiquement vert dans l'UE (réduire de 30% les émissions de CO2 d'ici 2020 et obtenir un taux de 40% d'agriculture biologique locale). Rassemblant les évaluations de la Commission européenne et de la Confédération Européenne des Syndicats, Pascal Canfin a estimé qu'il en résulterait un excès de 10,5 millions d'emplois (pour toute l'UE) par rapport au simple prolongement du modèle antérieur.

Par exemple : La « destruction créatrice » accompagnant la révolution verte dans les transports supprimerait 4,5 millions d'emplois dans la production de voitures individuelles, mais en créerait 8 millions dans les transports collectifs. En effet, le nouveau modèle devra se doter de voies, de rails, de trains, de métro, de tramways, de bus, et en plus conduire tout cela, ou contrôler leurs déplacements automatiques.

C'est une évaluation très intéressante. D'abord, elle confirme que « l'écologie n'est pas ennemie de l'emploi ». Plus précisément, elle indique une décroissance de la productivité apparente du travail dans le secteur des transports. En réalité, cela résulte de deux facteurs.

- Les gains de productivité du travail, historiquement, ont été obtenus par l'accroissement des coefficients de Capital et de « Nature », la Nature désignant les dons gratuits de l'environnement (la « Terre », en l'économie classique). Comme le suggère les fonctions de Cobb-Douglas, plus on fera d'économie sur la nature, plus il faudra des techniques intensives en travail : un tournant vert dans le modèle de développement substituera du travail aux inputs « naturels » (l'énergie). Et ce travail sera moins « industriel » (comme les chaînes d'assemblage de voitures) et plus « artisanal », ou plutôt « industriel » (c'est-à-dire fondé sur le travail direct et qualifié) avec des chaînes de montage de tramway travaillant sur des séries plus courtes et donc plus artisanalement, des infrastructures dédiées, la conduite de bus, la pose du matériel d'économie ou de production d'énergie dans les immeubles. Ce tournant très important dans le paradigme technologique

nécessitera la mobilisation de l'appareil de formation professionnelle.

- Plus précisément, la « Nature » (ou comme dit Marx, les conditions générales extérieures de l'accumulation capitaliste) inclut... le temps libre des travailleurs. La différence entre les voitures et les tramways, pour les trajets domicile/travail, c'est que des salariés conduisent les tramways, tandis que le salarié qui se rend au travail conduit sa voiture gratuitement au bénéfice de son employeur. Il y a donc un travail caché et non payé dans les transports individuels.

- La même chose se produit quand une femme s'occupe gratuitement des enfants ou des personnes âgées de sa famille. Un modèle vert devra remplacer ce travail caché de reproduction dans le cadre du patriarcat par quelques formes d'économie sociale et solidaire. Cette dernière remarque est importante. Le modèle vert sera un modèle intensif en emplois « quaternaires » (services à la personne), non délocalisables et non automatisables, donc coûteux pour l'utilisateur s'ils sont offerts sur la base d'une économie de profit sans avantage fiscaux ni subventions.

De nouvelles études menées par Philippe Quirion ont transposé le même programme vert européen pour 2020, d'abord pour l'économie française, ensuite pour l'Ile-de-France, en utilisant un modèle économique combinant une matrice input-output distinguant entre les emplois directs et les emplois indirects (pour les infrastructures et équipements) et un second tour d'effets de créations d'emploi « induits » keynésiens (dépensant moins d'argent en carburant, les ménages créent des emplois locaux avec leur pouvoir d'achat augmenté). L'étude de différentes variantes montre que le résultat est très sensible à plusieurs paramètres :

- Le prix du pétrole : il est clair qu'un nouveau choc pétrolier permanent et structurel déprimera le reste de la demande des ménages. Les emplois induits par les économies d'énergie augmenteront donc.
- Les ambitions quant à la vitesse de transition pour une économie décarbonée. Bien sûr, si on fixe un objectif de 40% de réduction des CO2 en 2020 (scénario A-1-B du GIEC), cela crée beaucoup plus d'emplois que dans l'objectif européen adopté en 2008 (-20%).
- La disponibilité de crédits. Une première variante suppose une stabilité de la dette publique. Une seconde variante fait la supposition que 50% des impératifs d'investissement post-Kyoto peuvent être empruntés à un taux d'intérêt bas. La seconde variante crée beaucoup plus d'emplois induits car, dans la première variante, la hausse des impôts absorbe la réduction de la facture en carburant pour les ménages.

Nous revoilà au problème de la New Money ! Mais d'abord, qu'en est-il des aspects internationaux du Green Deal ?

D. Un régime international coopératif.

Bien sûr, nous avons besoin d'un Green Deal entre le Nord et le Sud, le Sud étant lui-même divisé entre pays émergents et pays moins avancés. Les Etats-Unis et la Chine découvriront bientôt les aspects pervers de leur attitude non coopérative en ce qui concerne le changement climatique. Mais nous ne savons pas quand, et c'est la principale menace sur le futur de l'humanité. S'ils acceptent de coopérer, l'Inde et les autres pays émergents suivront.

Le compromis pourrait être le suivant :

- Une dotation soutenable de quota de GES devrait être fixé à l'horizon 2050, en proportion de la population de chaque pays.
- Chaque pays dépassant sa limite de soutenabilité serait obligé d'entrer dans le programme international de réduction.
- A l'intérieur de ce cadre (c'est à dire : une fois fixées les émissions mondiales annuelles) un

marché des quotas et des mécanismes de développement propre peuvent être autorisés.

- Considérant la « dette écologique » (le stock actuel de Gaz à effet de serre anthropique a été principalement émis par les vieilles nations industrialisées), les pays développés aideront les PMA à adapter leurs systèmes d'énergie et de transport.

Maintenant, si l'on se tourne vers les problèmes de redistribution capital-travail à l'échelle internationale, il est clair qu'un Wagner Act mondial (une loi sur les relations capital-salariés) est extrêmement difficile à mettre en oeuvre. Probablement, nous devons nous résoudre à attendre un sursaut majeur des luttes sociales en Chine et dans les nouveaux pays industrialisés. Il pourrait cependant être favorisé par des clauses sociales sur le libre-échange (et la même chose est vraie pour les pays réticents à rejoindre un traité sur le changement climatique).

Ce qui nous mène au problème de la « relocalisation » de la production. L'argument contemporain n'a rien à voir avec la vague protectionniste de 1930. Il ne s'agit pas de réserver les marchés nationaux rétrécis à la production nationale (ni même continentale). La première raison pour limiter les circuits internationaux de produits est environnementale : limiter l'énergie consommée et les GES produits dans le cycle de vie des produits (de la production à la consommation et à l'élimination), en particulier pendant le transport. Une bonne régulation possible (maintenant acceptée par la Chine) serait d'évaluer le quota de GES affecté à un pays, non à travers les émissions de sa production, mais à travers son empreinte écologique (les GES produits n'importe où pour satisfaire la consommation de ce pays [3]). La deuxième raison est de lutter contre le dumping social : inciter tous les pays à converger vers les mêmes normes de répartition. Il n'y a pas de raison valable pour un protectionnisme entre pays voisins dont les coûts salariaux sont équivalents.

E. Effacer le passé

Et maintenant, nous pouvons enfin revenir à la finance ! Le problème est d'annuler une partie des dettes pendantes, attachées au modèle caduc, sans ruiner le système bancaire, nécessaire pour avancer la « new money ». La meilleure solution, à mes yeux, est d'accepter, dans des conférences internationales, que certaines dettes ne seront jamais remboursées (au moins avant un long délai), et d'annuler ou de rééchelonner ces dettes. Les créiteurs (banques et fonds) ne doivent toutefois pas être conduits à la faillite à cause de cette décision (alors nous reviendrions à 2008 et au *credit crunch*, au tarissement du crédit !). La façon la plus douce est la monétisation des dettes, mais avec deux obligations : geler une part de la nouvelle monnaie dans les banques centrales afin de limiter l'inflation [4], et d'autre part flécher une partie de cette *new money*, obligatoirement, pour financer la conversion verte. Dans l'UE, voici quel pourrait être le mécanisme :

- La BCE rachèterait les dettes pendantes à un taux réduit prenant en compte le *spread* [5] préalablement prélevé sur ces dettes (car le *spread* est une assurance sur la dépréciation).
- 10% (par exemple) des euros accordés en échange seraient gelés dans les comptes de la BCE, à un taux égal à l'indice de l'inflation (taux d'intérêt réel à 0%).
- 10% serait gelé dans les comptes de la Banque européenne d'investissement (au même taux) et dédié à un Fond pour la conversion verte de l'économie européenne.

Le difficile chemin du Green Deal

La possibilité d'une « prospérité sobre » Verte, assurant la sauvegarde de l'environnement et conduisant au plein emploi, avec une équité accrue entre les êtres humains, n'implique pas sa faisabilité politique. La meilleure expérience que nous ayons d'une grande crise du type de celle auquel nous faisons face est l'expérience de la Grande Dépression des années trente, parce qu'elles ont en commun à la fois la dimension globale et l'aspect « libéralisme économique ». Dans les années quarante, Karl Polanyi expliqua que trois issues étaient possibles pour ce genre de crise : le

fascisme, le stalinisme, ou la social-démocratie. Le résultat final fut le fordisme, sous la forme de social-démocratie ou d'économie sociale de marché, dans les années cinquante.

Malheureusement, entre les années 30 et 50, le monde a dû en passer par une terrible guerre mondiale, puis accepter un demi-siècle de compromis territorial avec le stalinisme. Au début de 1941, le fascisme contrôlait la plus grande partie de l'Europe, et le stalinisme le reste. Seule la Grande-Bretagne restait libre et avait évolué sans transition du libéralisme économique à l'économie de guerre, tandis que la Suède et la Suisse neutralisées expérimentaient quelques formes de la social-démocratie. Dans le reste du monde, le Japon fasciste contrôlait une grande part de l'Asie. Seuls les Etats-Unis de Roosevelt expérimentaient sur une large échelle des éléments du modèle social-démocrate, tandis que les pays émergents d'Amérique latine se divisaient entre le Mexique pro-stalinien et l'Argentine pro-fasciste. Le Monde ne fut sauvé du fascisme que par l'attaque du Japon contre les Etats-Unis et l'attaque de l'Allemagne contre l'Union Soviétique. Et, au prix de 50 millions de morts, l'alliance de la social-démocratie et du stalinisme a vaincu le fascisme.

Le monde des années 2010 pourra-t-il éviter un détour aussi coûteux ? C'était le grand espoir de la fin 2008, après la faillite de la Lehman Brothers, alors que tout le système financier s'effondrait et que la General Motors tombait en morceaux : les élites mondiales semblèrent se révéler keynésienne et même « Rooseveltiennes vertes ». Obama, Gordon Brown, Merkel, Sarkozy, Strauss-Khan, se disputaient le rôle de Franklin D. Roosevelt sauvant le stupide capitalisme des mains aveugles des marchés auto-régulés. Trois ans plus tard, Cameron a remplacé Gordon-Brown, aux Etats-Unis le Tea Party dicte sa ligne économique ultralibérale, et Sarkozy-Merkel tentent d'imposer au reste de l'Europe une « règle d'or » de zéro déficit. On en est revenu aux politiques déflationnistes de Hoover, Tardieu-Laval et Ramsay McDonall-Snowden. C'est à dire : en 1932, ce qui est cohérent avec l'ajustement de la faillite de Lehman Brothers (septembre 2008) sur le Jeudi noir d'Octobre 1929. C'est pourquoi, avant de passer en revue les ennemis et obstacles qui s'opposent au Green Deal, rappelons brièvement la triste histoire des années Trente.

A. La terrible expérience de la Grande Dépression.

Après onze années d'investissements exubérants, de croissance de la productivité, de salaires stagnants et d'explosion des profits, les « Années Folles » (Roaring Twenties) se terminent par le jeudi noir du 29 Octobre 1929. Ce krach boursier déclenche une énorme vague de faillites bancaires (plus de 5000 aux Etats-Unis) et dans tous les secteurs industriels.

La première réaction du libéralisme économique n'est pas de renflouer le secteur financier. Au contraire, la FED, alors jeune et inexpérimentée, réagit par une politique monétariste plus serrée. C'est une erreur typique sur la dynamique économique. S'il est vrai qu'une politique monétaire excessivement accommodante a permis à la bulle boursière avant le Jeudi noir, il est tout aussi vrai qu'une politique serrée ne règlera pas le problème. Au contraire, au moment où la bulle explose, une politique monétaire accommodante est nécessaire.

La seconde réaction apparaît tout aussi contre-productive : le protectionnisme, avec une course à la protection nationale déclenchée par le Hawley-Smoot Act (le 17 Juin 1930), loi protectionniste adoptée par la majorité du Congrès des Etats -Unis et par le président Hoover, pourtant fort libéraux.. Puisque les marchés semblent se restreindre, il apparaît « juste » de réserver les marchés nationaux à la production nationale. Mais dans la plupart des pays industriels, le secteur orienté vers l'exportation pesait plus du tiers du total de la production manufacturière. Quand on ne met en place aucun mécanisme pour accroître le marché intérieur, une réduction brutale des exportations se traduit en récession. Toutefois, la contraction du marché mondial n'est pas due à ces mesures protectionnistes, mais à la contraction préalable de la demande sur tous les marchés nationaux (d'ailleurs les « fournitures de petit-déjeuner », tels que le café, n'ont jamais fait l'objet d'un

protectionnisme, ce qui n'a pas empêché leur marché de s'effondrer) et surtout à la contraction de la masse monétaire mondiale.

Ce dernier facteur est très rapidement reconnu. Les prix mondiaux tombent, réduisant l'offre et l'activité, parce que la vraie monnaie (l'or) est « trop rare », et que trop peu de crédits sont accordés. Progressivement, même les monnaies sûres abandonnent leur lien à l'or (Conférence de Londres, 1933, mais la Livre Sterling a abandonné sa convertibilité-or dès 1931, et le dollar US en 1933). Mais il n'y avait pas d'alternative [6], pas de « Droits de Tirage Spéciaux » sur quelque FMI, et c'est une sérieuse différence avec aujourd'hui.

D'un autre côté, la conscience que les dettes en cours sont un problème semble avoir été plus sérieusement pris en compte à cette époque qu'aujourd'hui. En ce temps-là, l'insolvabilité des dettes privées provoquait une faillite des banques avec des effets dominos. Mais, dans les années 30, c'est accepté, car la masse monétaire émise par les banques commerciales n'est pas reconnue comme une « vraie monnaie » (juste comme un crédit) et parce qu'aucune banque n'est considérée comme occupant une position systémique. En revanche, la dette souveraine (celle des Etats) est considérée comme un problème systémique. Considérant que l'énorme dette tsariste est déjà répudiée par les autorités soviétiques (ce qui a contraint la Russie à l'autarcie), la principale dette souveraine concerne l'Allemagne. Etant donné que la Première Guerre mondiale, à l'ouest, s'est déroulée exclusivement sur les territoires français et belges, le traité de Versailles a placé tout le fardeau des réparations sur les épaules allemandes. Dès 1924, on reconnaît que c'est trop, mais la première renégociation (le plan Dawes) est insuffisante. Avec l'éclatement de la crise, la nature récessionniste d'une telle dette pendante apparaît clairement. Et le 1er septembre 1930, le plan Young rééchelonne la dette de guerre allemande jusqu'en 1988. Cela provoque de sérieux problèmes en France, et ce n'est pas suffisant pour renflouer l'Allemagne. Alors, le moratoire Hoover est approuvé en décembre 1932 : l'Allemagne cesserait de payer ses dettes à la France, et la France sa dette aux USA [7].

Mais il est trop tard. En 1932, le chômage en Allemagne atteint 25-30%, le parti nazi remporte 37,4% des voix en juillet. Son score se réduit à 33% en novembre 1932, mais à ce moment là, socialistes et communistes sont en guerre et ne parviennent pas à s'unir. Au même moment, F.D. Roosevelt est élu (le taux de chômage est le même qu'en Allemagne) et Hitler et lui prennent la tête de leur pays en janvier 1933. La compétition entre fascisme et social-démocratie commence. Elle se terminera par la guerre.

Economiquement parlant, la supériorité immédiate du fascisme apparaît évidente, si nous considérons que la réponse réflexe à une crise du libéralisme économique est « le planisme » (c'est à dire le dirigisme). Très rapidement, le ministre nazi de l'Economie, Hjalmar Schacht, en finit avec le chômage grâce à une combinaison d'autarcie, de dépenses publiques (les autoroutes), et de répudiation de la dette de guerre. Pour la monnaie interne, il crée une pure monnaie de crédit dédiée au financement d'un secteur fléché (les industries de guerre) : les bons MEFO. À l'extérieur, il conclut un système de trocs de monnaie avec l'Amérique latine. Il est clair qu'un tel programme d'extrême nationalisme économique est cohérent avec une dynamique de guerre, mais pas pour des raisons strictement économiques. Le biais d'Hitler vers la guerre était inhérent à la forme de son hégémonie politique nationale, et pas seulement à sa politique économique.

Roosevelt, respectueux lui de la démocratie, devait négocier avec l'opposition républicaine, avec la Cour suprême, avec la nature fédéraliste et décentralisée des Etats-Unis. Immédiatement, il parvient à faire voter la séparation entre les banques commerciales et les banques d'affaires (Glass-Steagall Act, 1933). Les fonctions de la monnaie de crédit, en tant que moyen de circulation et en tant que moyen de spéculation, sont donc séparées. Une réforme du secteur agricole, et divers programmes de créations d'emplois financés par l'Etat sont lancés, mais à une bien plus faible échelle qu'en Allemagne. F.D. Roosevelt croit que la création d'emplois est le boulot des patrons, et que le boulot

de l'Etat est de créer les conditions macroéconomiques pour cela : la demande effective. Les dépenses publiques en sont une partie, mais, selon Ford et Keynes, la meilleure composante de la demande effective est une demande populaire aisée, et cela signifie augmenter les salaires. Et dans un pays de libre entreprise comme les Etats-Unis, cela signifie des syndicats forts. Toutefois, le « Wagner Act » sur les relations industrielles n'est adopté qu'en 1935.

Il en résulte qu'en 1936, les résultats du New Deal font pâles figures par comparaison aux résultats obtenus par Schacht. Et pourtant, en 1936, Roosevelt est réélu triomphalement, comme sont élus des Fronts populaires en France et en Espagne. Mais, alors que Roosevelt sera réélu en 1940, la social-démocratie en Europe n'a pas le temps de prouver son efficacité : avec la guerre civile espagnole, la Seconde Guerre mondiale a déjà commencé, et une économie de guerre s'installera vite dans le monde entier.

Politiquement, par la violence ou par la persuasion, des régimes autoritaires ont gagné dans presque toute l'Europe du temps, du Portugal à la Finlande. Etant donné que ce tournant fasciste est survenu avant le milieu des années 30 (sauf en Espagne), il est clair que ça ne traduit pas électoralement les « meilleurs résultats » de Schacht par comparaison avec Roosevelt. Le problème, c'est que les régimes autoritaires avaient des solutions clefs en main pour d'autres peurs et d'autres aspirations populaires : le nationalisme ou la religion, la peur du communisme et des migrants, l'antisémitisme, l'aspiration à une sécurité immédiate... De plus, la social-démocratie et le stalinisme sont restés hostiles l'un à l'autre jusqu'en 1933, et les compromis que le Front Populaire français dut concéder aux libéraux-démocrates (à l'intérieur de la coalition : les radicaux-socialistes, et à l'extérieur : le gouvernement britannique) ont ralenti son action. Il y avait aussi des oppositions au sein du camp fasciste (les nazis contre les dictatures cléricales...), mais pas suffisantes pour stopper sa résistible ascension.

B. Obstacles à un tournant vert.

Les avertissements des années Trente sont très sérieux. Avant tout : une « bonne » solution à une grande crise n'a pas une éternité devant elle pour s'imposer. D'autres solutions peuvent s'imposer avant, comme des régimes autoritaires. Aujourd'hui, dans l'Union européenne, la Hongrie semble avoir pris la tête dans cette direction, mais partout dans le monde nous assistons à une radicalisation autoritaire des partis de droite, la Russie étant l'exemple le plus significatif. Ces solutions autoritaires font des émules, non pas parce qu'elles ont plus de succès économiques, mais pour des raisons politiques ou idéologiques tel que le nationalisme.

Si nous comparons la situation actuelle aux années 30, nous remarquons que les premières étapes vers un Green Deal, qui semble être acceptées en 2008, avortèrent devant le problème des dettes souveraines, tandis qu'en 1932, il n'y avait pas d'alternative social-démocrate sur la table, mais le problème de la dette souveraine faisait l'objet de négociations bilatérales sérieuses, s'achevant par un rééchelonnement (le plan Young, le moratoire Hoover). Par ailleurs, une fois un programme social-démocrate ou fasciste adopté sur une base nationale, il pouvait être mis en œuvre sans grand problème de contrainte extérieure.

1. Le saut difficile vers la coopération.

La raison de ce constat est que, tandis que la crise des années 30 était « inter-nationale », la crise actuelle est directement mondiale. Nous n'avons pas à faire à plusieurs économies nationales interconnectées face à des crises similaires, mais à une économie mondiale (avec sa dimension écologique) et ses crises systémiques, se réfractant sur de nombreux espaces politiques nationaux. Dés lors, les autorités politiques semblent impuissantes, car elles ne jouent pas au niveau mondial. Et il n'y a pas de gouvernement mondial. Nous avons besoin d'un plan Young mondial, d'un

moratoire Hoover mondial, d'un Glass-Steagall Act mondial et d'un Wagner Act mondial, plus un traité post-Kyoto et un traité alimentaire mondial, mais cela paraît impossible, car il n'y a pas d'agents pour cela. Le G 20 et le FMI ont prétendu être cet agent en 2009, mais ont échoué.

D'ailleurs, le New Deal de Roosevelt s'est présenté comme un accroissement structurel de la législation et du budget fédéral, contre l'autonomie des Etats. Ce fédéralisme a été refoulé par la contre-révolution reaganienne, et aujourd'hui la droite radicale (le Tea Party) veut reculer encore plus loin. On comprend les résistances à toute forme de solidarité transnationale, avec délégation de souveraineté !

Exemples : l'Allemagne pourrait accepter un plan Young en faveur de la Grèce insolvable. Mais cela provoquerait une crise de liquidité pour les principales banques françaises. Elles retireraient leurs actifs et réduiraient leurs crédits dans le reste du monde, accroissant ainsi la crise systémique. Encore plus évident : même si l'UE coordonne une réduction majeure de ses émissions de GES ce résultat serait rapidement effacé par le manque de coopération des Etats-Unis et de la Chine. La même chose est vraie pour la crise alimentaire actuelle.

Ainsi, le premier obstacle pour un Green Deal est le problème de la coordination. Il y a encore de l'espace pour l'action locale (et d'ailleurs, de toute façon, le Green Deal requiert l'implication des agents locaux et même individuels), mais le « local » apparaît de plus en plus vaste (la région, la nation, l'Europe...) quand on fait face à des problèmes tels que la finance ou la crise du climat. Dans bien des cas, l'Etat national est impuissant, et même l'UE n'y suffit pas. Parce que l'UE est encore trop petite, et parce que l'UE manque de « fédéralisme ascendant », c'est-à-dire la subordination des parties à la volonté du tout.

Or, comme la sociologie et la philosophie politique (qu'elles soient individualiste ou holiste) nous le rappellent, une délégation de souveraineté vers un « Tout » plus large implique que les « Parties » subordonnées trouvent un intérêt à cette délégation. Même si une situation fédéraliste est objectivement plus favorable que la concurrence entre Etats locaux (à travers le dumping fiscal, social, écologique et même prudentiel), une stratégie de « passager clandestin » [8] peut sembler plus efficace aux intérêts locaux.

Reprenons l'exemple européen. L'Union Européenne a fait l'expérience, en 2005, d'un débat sur un pas en avant (limité mais significatif) vers un fédéralisme plus intégrée : le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen. Les citoyens français votèrent Non parce qu'ils pensaient que leur modèle social serait mieux défendu dans le cadre de la politique nationale. Résultat : durant les sept années suivantes, ils eurent à souffrir le refoulement de leur Etat providence par leurs gouvernements nationaux. Les citoyens irlandais ont voté Non au traité de Lisbonne, avant le début de la crise, parce qu'ils craignaient qu'une Europe plus fédéraliste leur interdise de continuer à attirer les capitaux dans l'île grâce au dumping fiscal. Ensuite ils votèrent Oui, après l'éclatement de la crise, parce qu'ils espéraient la solidarité du continent. Mais ils ne réduisirent pas l'écart de fiscalité avec le continent, quand la Pologne et d'autres pays de l'Est européen rejoignaient la stratégie du dumping fiscal, réduisant ainsi les gains budgétaires d'une stratégie de passager clandestin. De l'autre côté de la crise de la dette, Madame Merkel, responsable du pays le plus riche, l'Allemagne, craint que la solidarité européenne avec les pays endettés (les PIGs) au travers de eurobonds (emprunts directement européens) réduisent la capacité de l'Allemagne à « écrémer » (skimming) les crédits à faible taux d'intérêt. C'est certainement vrai. Mais cette tactique allemande, attendant jusqu'à la dernière minute avant d'accepter le pas suivant dans la mutualisation des difficultés financières, peut conduire à une faillite générale de ses principaux clients.

Si nous nous tournons maintenant vers la crise du climat, les Etats-Unis et la Chine ont joué bien évidemment le même jeu non-coopératif depuis la conférence de Rio (1992). En théorie des jeux, on

appelle ça le « Chicken Game » [9] essayer d'être le dernier à accepter la coopération et le partage du fardeau. Le résultat est tout simplement la ruine pour les deux joueurs. A la conférence de Kyoto, l'UE a accepté de prendre les devants, c'est-à-dire accepter une coopération contraignante dans la réduction des GES. À cette époque, des coalitions socialistes + verts gouvernaient la France, l'Allemagne et une majorité de pays européens, et des ministres verts étaient en charge de la négociation de Kyoto. Mais, après le « Non » de 2005, qui réduisit le pouvoir de négociation du Parlement et de la Commission européenne au profit des gouvernements nationaux, avec un durcissement de la règle de l'unanimité, tant Sarkozy que Merkel décidèrent d'abandonner les ambitieux objectifs pour la conférence de Copenhague, et abandonnèrent du coup le leadership européen sur les négociations climatiques, laissant Obama et Hu jouer à leur *Chicken Game* : la course vers l'abyme pour toute la planète.

Nous avons donc un premier bloc d'obstacles : le manque de confiance dans la coopération, le manque d'institutions transnationales pour prendre des décisions, le manque de leadership, la préférence pour le comportement nationaliste de passager clandestin et d'écrémage, les paradoxes de composition. Mais d'autres obstacles existent, déjà en oeuvre dans les années 30. Certains sont du côté des dominants, certains du côté des groupes sociaux dominés.

2- Les intérêts dominants.

Les groupes socialement dominants s'opposeront au Green Deal pour deux raisons différentes. D'abord, parce qu'ils peuvent croire que leur intérêt immédiat est de continuer à se comporter comme ils le font, même si leur intérêt historique est d'accepter le compromis. Deuxièmement, parce qu'ils peuvent croire qu'ils n'ont pas de place ou une place très réduite à l'intérieur du deal.

Par exemple, beaucoup d'industriels voulaient bien croire aux prêches d'Henry Ford dans les années 20 : une classe laborieuse prospère assurait une magnifique demande effective pour leur production. Mais, jusqu'à ce que cela devienne une loi, ou une convention collective, une stratégie individuelle consistant à augmenter les salaires aurait été vaincue dans la concurrence, avant que les bénéfices macro-économiques (la croissance de la demande sociale) puissent être ressentis dans leur chiffre d'affaires.

Au contraire, les producteurs de pétrole (que ce soit les pays exportateurs ou les firmes) considèrent qu'un tournant mondial vers une économie « décarbonée » serait leur perte, et ils vont financer de la propagande et du lobbying « climato-sceptique ». Cette peur est exagérée, mais il est évident que leurs bénéfices annuels seront réduits. La même chose est vraie pour l'industrie nucléaire en cas de sortie du nucléaire. Un tel tournant est acceptable en Allemagne parce que les principaux fabricants d'installations nucléaires (tel Siemens) sont aussi intéressés par le tournant vert, car ils produisent aussi des technologies vertes (trains, éoliennes ...).

Le secteur financier cumule les deux résistances. Avant la crise, ses lobbyistes refusaient toute forme de réglementation ou de renforcement des règles prudentielles. Durant la première phase de la crise (2008-2009), ils quémandèrent non seulement un renflouement public, mais aussi une réglementation obligatoire contre leurs propres « Préférence pour le risque » (avec le classique argument : « Si ce n'est pas une obligation générale, mon concurrent le fera, et je devrai suivre ») [10]. . Mais quand la tempête sembla s'apaiser, ils retournèrent à leur comportement opportuniste. Par ailleurs, de plus en plus d'économistes et responsables politiques pensent que le Green Deal implique non seulement une forme de Glass-Steagall Act, mais une vaste socialisation du système bancaire. Donc, l'intérêt des financiers est probablement de s'en tenir à la situation actuelle, dangereuses mais incroyablement profitables (pour eux), d'autant qu'ils sont couverts par l'aléa moral : ils tirent profit de comportements risqués, et, comme ils sont »trop gros pour faire faillite", ils bénéficient d'une assurance d'État gratuite. La faible existence de l'Europe politique est

une protection pour leurs intérêts, c'est pourquoi le Financial Times et le Wall Street Journal ont soutenu le Non en 2005, comme le fit le secteur financier luxembourgeois.

Mais il serait naïf de croire que les classes populaires sont unanimes à « tous les rejeter » et adopter un New Deal et, encore plus difficile, un Green Deal.

3. Les réticences populaires

En règle générale, l'idéologie dominante est l'idéologie des groupes dominants. On a rencontré des situations différentes dans le passé, quand la classe ouvrière était enchâssée dans une contre-culture collective, avec ses partis, ses syndicats, ses systèmes mutualistes, ses fêtes. Alors, la « Solidarité » était une valeur à opposer à la « libre l'entreprise ». Aujourd'hui cela n'existe plus que dans le feu de l'action, d'une grève. Dès lors se développent une acceptation générale du consumérisme (le libéralisme économique des pauvres) et les identités négatives : « Nous ne Leur faisons plus confiance » (« Leur » signifiant tous les politiciens, y compris du Parti socialiste français ou New Labour britannique), « Nous n'aimons pas les étrangers », et plus précisément « Nous n'aimons pas les musulmans ». Alors que l'antisémitisme et l'anticommunisme ne sont plus tellement d'actualité, l'islamophobie et le nationalisme nourrissent le succès des partis de droite dans les classes ouvrières désespérées et classes moyennes appauvries. Les discours de solidarité émis par les partis issus de la classe moyenne (y compris les Verts) sont suspects de ne pas prendre en compte les difficultés de la « vraie vie » dans les quartiers populaires. Et comme les plus spectaculaires de ces difficultés sont l'insécurité et la délinquance, il est aisé pour les politiciens de droite, ceux-là même qui accroissent ces difficultés et cette délinquance à travers leur propre politique sociale et économique, de se présenter comme les meilleurs défenseurs de la sécurité, avec un discours « tolérance zéro ».

Résultat : les mobilisations sociales tendent à se réduire à des mouvements de protestation « contre », comme les déclinaisons variées des *Indignados* : «*Que se vayan todos*» en Amérique latine ou «Dégage !» dans les révolutions arabes. Ce qui prouve la réalité de la crise du modèle, mais qui n'exprime pas une alternative en faveur de laquelle il vaille la peine de se mobiliser.

Ces identités négatives, quand ce sont des partis extrémistes qui les mobilisent, sont aujourd'hui appelées « populisme ». Ce terme est justifié précisément quand il colle aux peurs du « Peuple », par opposition à l'alternative plus complexe que les théoriciens et les militants peuvent proposer. Le rationnel dans ces peurs est exactement le même que celui des dominants : d'abord, une attitude sceptique à l'égard des solutions coopératives, ensuite l'idée que le modèle alternatif remettrait en cause certains intérêts immédiats.

Le premier aspect clive le populisme en deux sortes de partis politiques. Beaucoup d'individus, dans les situations populaires difficiles, peuvent croire qu'il y a encore de la place pour plus de solidarité à leur égard, si et seulement si cette solidarité se restreint à eux, ou un groupe proche d'eux (les blancs culturellement chrétiens de leurs pays ou régions). Ils écouteront donc les slogans « Nous d'abord ». Mais les situations des différents « Nous » sont différentes. Certaines couches populaires sont encore relativement à l'abri, et c'est la base des partis s'opposant à la solidarité avec d'autres pays ou même d'autres régions du même pays : la Lega de l'Italie du Nord, l'UDC en Suisse, le PVV aux Pays-Bas, le NV-A dans la Belgique flamande, le parti des Vrais Finlandais (qui s'oppose au renflouement européen de la Grèce), et bien sûr le Tea Party... Ces partis défendent la Partie contre le Tout, et ils acceptent le libéralisme économique (« Que le meilleur gagne »).

Mais d'autres partis populistes ont une base sociale différente, leur cible électorale représente les fractions abandonnées ou en déclin des classes ouvrières et des petites classes moyennes. C'est une situation très générale dans l'Europe de l'Est post-communiste, mais aussi dans les anciens pays

dominants comme la France où le Front national, dirigé maintenant par Marine Le Pen, adopte des slogans socialisants et réclame le soutien de l'Etat-Providence... mais réduit aux « vrais nationaux ». "Les Français d'abord », c'est-à-dire : pas les immigrés, et par-dessus tout pas les Musulmans. Ces partis représentent une Partie réclamant la solidarité de la part du Tout, à l'exclusion d'autres parties.

Cette fracture est une bonne nouvelle, car, contrairement aux fascistes des années 30, les populistes d'aujourd'hui sont incapables de former une alliance. Typiquement, dans le Parlement européen, les populistes, qui sont tous nationalistes et anti-européen, doivent se répartir entre trois groupes parlementaires différents. Mais tous ont une capacité de chantage envers les partis de gouvernement de centre-droit, pour les pousser vers des attitudes anti-fédéralistes et anti-solidarité.

Et quand on parle plus précisément d'un Green Deal, les réticences populaires s'accroissent. Certes, au niveau mondial, les plus pauvres ont intérêt à un meilleur environnement, car tout ce qu'ils peuvent se procurer (de la nourriture, de l'eau saine...) ils ne le peuvent que grâce à un environnement gratuit et de bonne qualité. Pour ces raisons, des leaders Verts obtiennent d'importants succès dans le Tiers Monde. Mais ce n'est pas toujours le cas dans les pays industrialisés, parce que les classes populaires considèrent comme des conquêtes sociales un accès précaire aux schémas de consommation des riches, alors même que cet accès ruine leur propre environnement. Ils peuvent percevoir les nécessités d'une révolution verte comme un retour sur ces conquêtes (les libres promenades automobiles, un steak par jour...) et l'idée même « d'internaliser dans les prix les coûts de pollution » est considéré comme une véritable agression contre leur pouvoir d'achat.

La Conquête de la majorité.

En dépit des obstacles sur la route du Green Deal, les partis Verts ont obtenu un succès croissant dans plusieurs élections (pas toutes) depuis le commencement de la crise présente. Dans certains pays, ils ont conquis une forme de majorité culturelle, en ce sens que même les autres partis admettent quelque forme de Green Deal comme « LA » solution (mais « pas si radicale... », mais « pas tout de suite »). Aux élections européennes, la liste Europe-Ecologie a obtenu la quasi égalité (16%) avec la liste socialiste, derrière le parti dominant de droite à 28%. En Allemagne, *Die Grünen* ont conquis le Land de Bade-Wurtemberg traditionnellement chrétien-démocrate, incitant Mme Merkel à abandonner l'énergie nucléaire. Et la possibilité que le prochain chancelier de l'Allemagne soit un Vert n'est pas exclue.

À quelles conditions peut-on parvenir à transformer cette hégémonie culturelle en majorité politique en faveur du Green Deal ? Je résumerais mon expérience en dix commandements.

D'abord et avant tout, être clair sur le projet.

La crise exige de nombreux et profonds changements, et il vaut mieux annoncer tout de suite que ces changements auront lieu. Ce n'est ni une thèse radicaliste, ni un romantisme de « la sueur, du sang et des larmes ». Il serait bien plus agréable d'annoncer que le changement ne sera pas difficile, et comme nous allons d'ailleurs le voir, il n'y a pas vraiment de quoi pleurer dans le tournant vert. Cette insistance sur « l'engagement de changer » est basée sur la précédente analyse des difficultés. Bien des gens, qu'ils soient dominés ou dominants, sont prêts à accepter le changement si tous les autres acceptent de changer, c'est à dire quand le changement devient « obligatoire ». Les stratégies « attendre et voir » sont basées sur une mauvaise expérience des politiques timorés et par à-coup, comme ce fut le cas depuis 1992 dans la lutte contre le changement climatique. C'est d'ailleurs un bon exemple, car presque que tous les autres obstacles au Green Deal sont présents dans la lutte contre les changements climatiques. Et par exemple, ce fait qu'une victoire électorale

nationale des Verts n'inciterait pas automatiquement les autres pays à agir dans la même direction. Donc :

Deuxièmement : Accepter et promouvoir la coopération supranationale, et spécialement le fédéralisme européen.

Le plus haut score des Verts français fut atteint quand ils adoptèrent le titre Europe-Ecologie aux élections européennes de 2009, à peine quatre ans après la victoire du « Non ». En 2009, même les « nonistes » de 2005 étaient prêts à accepter l'idée que toute politique de sortie de crise est plus efficace quand on la mène au niveau européen. Cela ne veut pas dire que les partisans d'un Green Deal aient à soutenir l'attitude attentiste, selon laquelle on ne peut rien faire tant que l'UE ne l'organise pas. Au contraire, il est possible de réduire le temps de travail et d'accroître les investissements dans les technologies vertes au niveau national et même régional, une fois que des mesures spécifiques ont été prises pour protéger la compétitivité [11]. D'ailleurs on peut aussi faire valoir les avantages d'être le « premier partant » : quand on sait qu'une décision européenne est une nécessité historique, le premier à « bouger » localement en tire avantage dans la concurrence ultérieure. Mais il faut proclamer que, au Parlement et au Conseil européen, une coalition verte proposera toujours plus de solidarité et de coopération, et quand il le faudra une harmonisation législative au niveau européen.

Troisièmement : Combiner les réformes institutionnelles et les réformes substantielles.

Les électeurs n'accepteront pas une Europe plus forte s'ils ont le sentiment que cette Europe travaille contre eux. Ils ne vont pas voter pour le fédéralisme « au cas où », ou parce que « ce qui est grand est beau ». Une des faiblesses du TCE fut qu'il ne prenait pas clairement en compte l'imminence pourtant prévue de la crise du modèle libéral-productiviste (encore qu'un « spécialiste », mais seulement un spécialiste, pouvait évaluer que le TCE représentait un pas important dans la bonne direction, en comparaison avec les traités en vigueur, ceux de Maastricht et de Nice). Roosevelt a accru le pouvoir de l'Etat fédéral de manière à réguler la finance et renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs, pas l'inverse.

Quatrièmement : Utiliser l'Apocalypse avec modération.

L'hégémonie culturelle est atteinte quand les propositions d'un parti apparaissent « nécessaires » à la majorité. D'où le recours fréquent à l'argument « Il n'y a pas d'alternative ». L'expérience britannique, celle de Mme Thatcher à l'aube du modèle libéral-productiviste, montre qu'un tel argument peut marcher. Les militants verts croient d'ailleurs fermement que les effets apocalyptiques des modèles libéral-productivistes sont déjà vérifiés par la réalité, et sinon, par les prédictions des « sciences dures ». Pourtant, l'argument d'absence d'alternative (« Le Green Deal ou la fin du monde ») doit être manié avec précaution. Sa principale faiblesse est qu'il n'explique pas clairement ce qu'est « l'alternative » et en quoi elle impliquera chaque individu. Et quand il n'y a pas déjà une claire perception des effets de l'Apocalypse, il se heurte au mur de la stratégie attentiste. C'est pourquoi, l'argument de l'Apocalypse est plutôt manié par les politiques autoritaires (« Laissez-moi vous sauver contre vous-même »). Pourtant, il n'y a pas de raison de ne pas utiliser l'argument de l'Apocalypse... quand l'Apocalypse survient : c'est une façon de contrebalancer la « peur du changement » par la « peur du non-changement ». Les Verts français ont obtenu un succès mitigé aux élections cantonales de 2011, au moment même où les Verts allemands emportaient le Bade-Wurtemberg, juste pendant les premières semaines de la catastrophe de Fukushima. Les Français n'osèrent pas utiliser l'argument Fukushima, comme si c'était « sale » de tirer profit de l'infortune d'autrui comme un avertissement pour nous tous. Au contraire, les militants allemands eurent intensivement recours à l'argument de Fukushima et gagnèrent.

Cinquièmement : Mettre en lumière le coût du « non-changement ».

Une forme douce d'argument de l'Apocalypse est l'évaluation du coût présent des stratégies attentistes. Le problème, avec l'Apocalypse, c'est que, avant qu'elle n'arrive, elle ne convainc pas, et quand elle arrive c'est trop tard. Mais, contrairement au risque nucléaire, toutes les Apocalypses n'épousent pas la forme du naufrage du Titanic, ou l'iceberg surgit sans qu'on s'y attende autrement que « statistiquement ». La plupart des pollutions (les pollutions locales, la malbouffe, et même le changement climatique) envoient des signaux précurseurs que recueillent les « éveilleurs ». Une bonne information sur ces « Apocalypses rampants » permettrait de renverser la charge de la preuve sur le coût de « ne rien faire ». L'attitude attentiste est aussi basée sur l'idée que « Un bon tient vaut mieux que deux tu l'auras », ou comme disent les Anglais « Un oiseau dans ma main vaut mieux que deux oiseaux dans le ciel ». Mais quand l'oiseau vous mord la main, le bilan peut changer. D'où la tendance des économistes écologistes à promouvoir l' « internalisation des coûts », à la Pigou, de façon à inciter les gens à changer leur comportement.

Sixièmement : Mobiliser Pigou avec sagesse.

Les économistes font référence à Pigou comme l'inventeur des taxes incitatives à la protection de l'environnement. Une écotaxe permet d'envoyer des informations sur les dommages imposés aux tiers et à l'environnement qui, sinon, sont ignorés dans une interaction vendeur/acheteur. Si vous achetez un litre de gasoil, vous devez savoir qu'il vous faudra payer aussi pour les dommages que vous faites à la planète. Mais où va l'écotaxe ? Elle va à l'Etat, et suivant le dogme fiscal, aucune taxe ne doit être affectée à un usage plutôt qu'à un autre. La taxe sert à avertir le consommateur, rien d'autre, et son « second dividende » (le revenu de la taxe) est juste une aubaine pour l'Etat. Ce dogme révolte le « consommateur-pollueur », et les économistes feraient bien de lire Pigou dans le texte. Il n'a pas inventé une écotaxe non affectée, mais une assurance contre les dommages aux tiers et à l'environnement, avec bonus malus ! Si l'on veut qu'elle soit acceptée par la majorité, une taxe énergie-carbone doit être dédiée en priorité à la lutte contre le changement climatique, y compris dans le Tiers-Monde. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille ignorer l'équité et la redistribution.

Septièmement : Combiner mesures sociales et environnementales.

Un grand problème dans la politique verte est que, pour interdire l'abus de l'usage d'un bien commun, elle risque de priver de tout accès à ce bien ceux-là même qui en ont le plus besoin : les pauvres qui peuvent ne pas avoir d'autre moyen de satisfaire leur besoin ou leur plaisir. D'où le risque qu'une politique verte apparaisse « anti-populaire ». C'est pourquoi, une fois qu'on a redistribué l'accès à une quantité soutenable de biens communs, à travers une forme de système de quotas, l'équité doit être garantie dès la dotation initiale. En général, cette idée équivaut à : un accès universel au bien commun (l'eau, l'énergie, l'atmosphère) distribué gratuitement en quantité restreinte, et le reste vendu (aux enchères) à un prix assez élevé. Le même principe vaut pour les écotaxes : si la majorité de son rapport est utilisé pour financer une offre alternative, correspondant au même besoin (le transport...), conformément au 6e commandement [12], une part doit être réservée à accroître le revenu des plus pauvres, au moins en proportion de l'écotaxe qu'ils ont à payer.

Huitièmement : Présenter l'intérêt commun comme conforme aux intérêts individuels.

Conduire moins et moins vite, manger moins de viande, mettre un pull plutôt que pousser la température dans une pièce (ou l'inverse en été) : autant de nécessités pour la Planète. Mais c'est aussi l'avantage de chacun. Beaucoup d'objectifs de réduction de l'« empreinte écologique » sont bons pour la santé individuelle, pour la sécurité, et même pour le pouvoir d'achat. Certes,

l'argument « je suis concerné par la planète » convaincra et flattera un public éduqué ; il peut passer pour du snobisme antisocial devant un public populaire. Il n'y a pas de raison de sous-estimer l'argument de « l'intérêt bien compris individuel » au nom d'une écologie plus radicale. Une mère préfère cuisiner de la bonne nourriture pour ses enfants : pourquoi ne pas prendre en compte cette aspiration quand on propose de réformer le système des prix agricoles ?

Neuvièmement : Etre équitable.

Quelquefois (pas toujours, mais vraiment quelquefois) la réduction de l'empreinte écologique et une plus grande solidarité avec le Tiers Monde, dans le cadre d'un Green Deal global, réduira réellement le pouvoir d'achat de certains biens au « Nord » de la planète. Ce sera le cas dans la lutte contre le changement climatique, parce que le Nord consomme déjà le quota soutenable de deux planètes et demie. Même les classes ouvrières et les classes moyennes appauvries auront à sentir le poids du « partage et fardeau », c'est la condition même d'un compromis mondial. Maintenant, la condition pour qu'un tel compromis soit éligible dans les pays les plus riches, c'est que les riches de ces pays supportent la plus grande part du fardeau. Si ce n'est pas le cas, la politique Verte sera battue par la vision plus traditionnelle d'une politique « socialiste », ou plus probablement par le populisme.

Dixièmement : Pas de larmes, mais des roses.

Je suis bien persuadé que si aucun pas en avant vers un Green Deal n'est accompli d'ici 2020, et même 2019 (l'équivalent de 1940), les défis que le monde aura à affronter réclameront réellement « de la sueur, du sang et des larmes » [13]. Ce n'est pas encore le cas. La plupart des réformes qu'il faut mettre en œuvre immédiatement pour réduire les inégalités et l'empreinte écologique sont relativement légères, alors que les effets des crises sont de plus en plus sévères. Mais cette argumentation n'est pas suffisante, si les citoyens ne sentent pas que la mobilisation en faveur du Green Deal n'est pas seulement une nécessité, pas seulement bonne pour eux-mêmes, leurs enfants et pour la planète, mais un plaisir : intéressant, passionnant, et pourquoi pas amusant. Le plaisir de participer à la sauvegarde d'une vie décente sur notre planète n'est pas seulement une nécessité électorale ; elle répond aussi à une crise anthropologique profonde de notre temps : trop d'individualisme, pas assez de sentiment de la communauté. D'où l'importance décisive du développement du tiers-secteur dans le Green Deal. Rappelons-nous que, dans les années 30, Hitler a gagné quand les fêtes nazies sont apparues plus enthousiasmantes et séduisantes que celles des socialistes ou communistes. La noire cause qu'elles exaltaient était une forme de fausse communauté (le *Volk*, le peuple). Nous, économistes ou militants, devrions souligner que le Green Deal est une célébration de notre commune humanité.

Conclusion

Le modèle de développement après-crise ne peut pas être réduit à une réforme des règles prudentielles et de supervision de la finance, même ambitieuse. À cause de ses caractères communs avec les années trente, la crise présente exige un New Deal plus rooseveltien entre le capital et le travail. Mais cette crise n'est pas une simple reproduction de la Grande Dépression. Comme dans les crises d'ancien régime à la Braudel, le nœud « humanité / nature » est au cœur du problème, et cette fois de manière structurelle. Aucun New Deal ne peut mener à un régime soutenable si ce n'est pas un Green Deal.

Le Green Deal implique des changements spectaculaires par rapport au modèle libéral-productiviste, mais il ne peut pas être un retour au bon vieux fordisme ou au bon vieil Etat-providence (même au niveau mondial), si par Etat-providence on entend la simple redistribution d'un pouvoir d'achat. La soutenabilité écologique est aujourd'hui un caractère décisif requis par tout régime futur. Certains traits du modèle de développement vert apparaissent déjà :

- Un paradigme technologique économe en input, intensif en emploi, basé sur des formes de travail industrielles, qualifiées, avec une implication négociée des travailleurs.
- Un régime d'accumulation distribuant des gains de productivité plus généreusement aux salariés, en priorité sous la forme de temps libre, et tiré par la demande semi-publique d'investissements verts et de promotion des biens communs.
- Un mode de régulation basée sur des relations plus stables capital-travail et le développement de l'Economie sociale et solidaire, avec des incitations à la planification environnementale, à travers les écotaxes, les permis négociables, et une création de monnaie directement dédiés aux investissements verts.
- Une configuration internationale basée sur la coopération entre les vieilles puissances et les nouvelles puissances émergentes dans la promotion de règles communes sociales et environnementales, probablement organisée en blocs économique-politique de taille continentale, avec un Super Plan Marshall vert en faveur des Pays Moins Avancés.

Certains penseront que ce schéma est un conte de fée. Rappelons-nous que Karl Polanyi, qui identifia correctement la Grande Dépression comme un effondrement « du marché autorégulé » qui n'avait su que détruire Nature, Travail et Machines, a correctement prédit que l'alternative serait plus dirigiste. Mais ce dirigisme pouvait prendre trois formes : fasciste, stalinienne ou social-démocrate. En réalité, dans les premières années qui suivirent le Jeudi noir, les politiques libérales récessionnistes sont restées intactes, avec Hoover, avec Laval... À la fin des années 30, le dirigisme avait gagné partout, mais en général sous les formes les plus totalitaires, le fascisme et le stalinisme. Seule la victoire antifasciste permit le triomphe de l'économie social-démocrate de marché à l'Ouest, alors que le stalinisme progressait à l'Est.

Un saut direct vers un Green Deal est possible, évitant le tragique détour des années 40. Mais il n'est pas suffisant de démontrer sa cohérence, car le manque de confiance et le poids d'intérêts en place s'y opposeront. Un modèle Vert est nécessaire, mais la voie démocratique pour y parvenir nécessitera plus de subtilité politique que de démonstration scientifique. La base de tout pas en avant est de construire la confiance dans la possibilité de changer les choses, tous ensemble, à travers la coopération...

Alain Lipietz

Notes

[1] Ce cycle entre une prise de risque excessive et une prudence excessive après la crise, cf article précédent : [La crise du modèle libéral-productiviste](#), N° (153), A. lipietz, Décembre 2011.

[2] Cette hiérarchie des priorités est cohérente avec la dynamique historique des luttes ouvrières : dans un capitalisme naissant (en Europe : au XIXe siècle), les luttes sociales visent d'abord à protéger les corps des travailleurs : interdiction du travail des enfants, création de la retraite, puis est venue la journée de 8 heures, etc. L'expérience des Pays moins avancés devenus NPI (comme la Corée) montre l'importance stratégique de la scolarisation et de l'interdiction du travail des enfants. Bien des « districts industriels du Tiers monde » fondés sur le travail infantile sont morts faute de l'avoir compris.

[3] Lorsque j'étais rapporteur de la directive intégrant l'aviation dans le système européen des quotas, la Chine et les Etats-Unis s'opposèrent avec violence à l'idée de « faire acheter un quota

d'entrée » à leurs avions se posant en territoire européen. A Copenhague, la Chine a demandé que les GES contenus dans ses exportations soient inclus dans le quota du pays importateur... Tournant qui traduit une réflexion de la Chine sur son propre rôle futur : d'atelier du Monde à principal marché du Monde.

[4] Beaucoup s'imaginent qu'une vague d'inflation permettrait de dévaloriser sans douleur les dettes en cours. Le problème, bien illustré par la fin du « modèle de substitution aux importations » dans l'Amérique Latine des années 80 est que, dans un modèle libéral, les salaires sont beaucoup moins bien indexés que les revenus financiers. Ce ne serait pas « l'euthanasie des rentiers », mais des retraités en capitalisation, et des salariés précaires.

[5] Les banques qui prêtent aux Etats nécessiteux se couvrent en empruntant sur le marché mondial. La différence entre le taux du prêt (aux Etats) et le coût de l'emprunt s'appelle le « spread ». En théorie, il est justifié par le risque de défaut de l'Etat emprunteur.

[6] L'hypothèse de rétablir le bimétallisme or-argent a cependant été examinée puis écartée.

[7] Avec la victoire nazie et la guerre, les réparations allemandes de 1914-18 furent finalement suspendues puis rééchelonnées jusqu'à... octobre 2010, c'est-à-dire après le commencement de l'actuelle crise de la dette souveraine grecque !

[8] On appelle ainsi la stratégie d'un agent qui profite de l'action des autres (payer l'autobus) sans y contribuer lui-même.

[9] Voir le film de N.Rey avec James Dean : *La Fureur de Vivre* - (*Rebels Without A Cause*) où de jeunes crétins jouent au Chicken Game (« jeu du dégonflé ») en se lançant en voiture, à tombeau ouvert (c'est le cas de le dire), vers le bord d'une falaise : le dernier qui saute a gagné.

[10] En tant que membre de la commission économique et monétaire du parlement européen et rapporteur de la directive »Supervision et règles prudentielles pour les conglomérats financiers« , l'auteur eut à écouter les deux discours successifs des lobbyistes.

[11] Exemple de la réduction du temps de travail au niveau de la retraite : financer celle-ci par un prélèvement général, et non attaché à la masse salariale des entreprises, notamment exportatrices.

[12] C'est-à-dire au principe de Cecil Arthur Pigou (cf. sixièmement, de ce chapitre).

[13] W. Churchill, discours d'investiture, 13 mai 1940.

Bibliographie

- Bluestone B., Harrison B. *The Great U-turn : Corporate Restructuring And The Polarizing Of America*, Basic Books, New York, 1988.
- Boyer R., *La théorie de la régulation. Les fondamentaux*, Coll. Repères, La Découverte, Paris, 2004
- Braudel F., Labrousse E., *Histoire économique et sociale de la France*, Puf, Paris, 1979.
- Canfin P., *Le contrat écologique pour l'Europe*, Les Petits Matins, Paris, 2009.
- Hein E., « *Redistribution, déséquilibres mondiaux et crise économique et financière : plaidoyer pour un New Deal keynésien* », J. International de Recherche Syndicale, n°1, vol 3, 2011
- Jessop B., *Regulation Theory and the Crisis of Capitalism*, vol 1, Elgar, Cheltenham- Northampton, 2001.
- Kornai J., *Growth, Shortage and Efficiency*, Basil-Blackwell, Oxford, 1982.
- Labrousse E., *La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, P.U.F, 1944.
- Lipietz A., *Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde*, La Découverte, Paris, 1985 (foreign trad. étrangères : <http://lipietz.net/?article348>)
- Lipietz A., « *Les rapports capital-travail à l'aube du XXIe siècle* », in *Les limites de l'inéluctable. Penser la liberté au seuil du 3ème millénaire*, JM Chaumont et P Van Parijs eds., De Boeck Université, Bruxelles, 1991 (foreign trad : <http://lipietz.net/?article522>).
- Lipietz A., *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, La Découverte, Paris, 1996.
- Lipietz A., « *Economie politique des écotaxes* », Conseil d'Analyse Economique n°8, La Documentation Française, 1998.
- Minsky H. *Can « It » Happen Again ? Essays on Instability and Finance*, M.E. Sharpe, 1982.
- Pigou A. C. *Wealth and Welfare*, Macmillan, 1912
- Piore M., Sabel C., *The Second Industrial Divide*, Basic Books, New-York, 1984.
- Polanyi, K., *The great transformation*, Rinehart, New York, 1944
- Quirion P. -[2010a] -30% de CO2 = 684 0000 emplois. *L'équation gagnante pour la France*, <http://www.centre-cired.fr/perso/qu...>
- Quirion P. -[2010b] *Impact sur l'emploi de la réduction des émissions de CO2 en Ile-de-France*, <http://europeecologie.eu/IMG/pdf/Et...>
- Reich R.B., « *The Limping Middle Class* », New-York Times, 4 sept. 2011
- Meadows D. et al., *Limits to Growth*, Universe Books, New York, 1972.
- O' Connor J., *Natural Causes : Essays in Ecological Marxism*, Guilford Press, 1997.

Lire également dans l'encyclopédie

dans l'Encyclopédie

- * Patrick Viveret, [Reconsidérer la richesse](#), N° (72) , Novembre 2008
- * Alain Lipietz, [Crise financière, écologique, sociale](#), N° (82) , février 2009
- * Ignacy Sachs, [La crise : changer de cap.](#), N° (101) , octobre 2009
- * Françoise Gourio-Mousel, « [Globalisation, Le pire est à venir](#) », N° (102) , fiche de lecture d'un ouvrage de Vincent Hecquet, octobre 2009
- * Catherine Lapierre, « [L'économie contre le développement ? Pour une éthique du développement mondialisé](#) », N° (111) , fiche de lecture d'un ouvrage de Christian Comelieu, février 2010
- * Christian Duchène, Alain Mestre, [Croissance verte et transition sociale](#), n° (145), août 2011
- * Alain Lipietz, [La crise du modèle libéral-productiviste](#), N° (153), Décembre 2011.

Sur Internet

- * **Site d'Alain Lipietz** : <http://www.lipietz.net/>
- * **Site de Europe Ecologie - Les verts** : <http://www.europeecologie.eu/>
- * **Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement** : <http://www.centre-cired.fr/>